

LES ACTIVITÉS DU BUREAU D'ÉTUDES DU CENTRE TECHNIQUE FORESTIER TROPICAL

Le Bureau des Etudes techniques du C. T. F. T. exerce son activité dans 35 pays ou territoires différents, répartis dans plusieurs parties du monde : Afrique du Nord, Afrique tropicale, Madagascar, Amérique tropicale, Asie du Sud-Est et Océanie. Il travaille également pour l'Office national des Forêts dans les départements de la Guadeloupe et de la Guyane et, en France métropolitaine, pour le compte de l'Association Forêt-Cellulose.

Son activité couvre tous les domaines intéressant la foresterie tropicale et la conservation des sols, les essais et emplois des bois tropicaux, ainsi que la pêche et la pisciculture dans les eaux continentales.

Les experts qu'il utilise pour mener à bien les opérations qui lui sont confiées, bénéficient de l'appui technique des spécialistes et, le cas échéant, des laboratoires du Centre de Nogent-sur-Marne.

Le financement des opérations ainsi effectuées provient de sources variées, dont les principales sont le Fonds spécial des Nations Unies, le Fonds d'Aide et de Coopération de la République française, la Direction générale de la Coopération culturelle et technique au Ministère des Affaires étrangères, le Fonds européen de Développement et, de plus en plus, les budgets des Etats eux-mêmes. Quelques études, moins importantes, ont été financées par des organismes privés : sociétés industrielles ou organisations professionnelles.

Les principales opérations réalisées par le Bureau des Etudes techniques, au cours de ces dernières années, ont été groupées sous huit rubriques représentant les différents domaines d'activité.

1° Inventaires et aménagements.

La réalisation d'inventaires statistiques dans les forêts tropicales constitue la principale activité

du Bureau d'Etudes. Il faut en effet connaître, avec suffisamment de précision, les ressources forestières d'une région avant d'établir un programme de développement. Aussi tous les pays forestiers d'Afrique francophone ont-ils demandé au Centre Technique Forestier Tropical de faire des inventaires, soit à l'échelon national avec un taux de sondage de l'ordre de 1 %, soit à l'échelon régional à un taux de l'ordre de 1 %. Au total, plus de vingt millions d'hectares de forêt tropicale ont été sondés au cours d'une vingtaine d'opérations.

L'opération la plus importante dans ce domaine est la réalisation d'un inventaire en troisième zone du Gabon, comportant :

- reconnaissance à faible taux d'échantillonnage (ou préinventaire) d'une superficie de 4.600.000 ha environ ;

- inventaire détaillé, aux taux de 0,2 %, 0,5 % et 4 % sur des surfaces sélectionnées, (1.690.000 ha environ) ;

- étude des conditions dans lesquelles les bois de la troisième zone pourront être exploités, puis transportés ;

- établissement des bases d'un plan d'aménagement général de la forêt gabonaise pour tendre à un rendement soutenu et de plans précis d'aménagement de certaines zones, en vue d'alimenter des industries existantes ou à créer ;

- recensement des industries forestières fonctionnant actuellement au Gabon et étude des possibilités de création d'industries nouvelles.

Un autre inventaire a été effectué, au Gabon également, dans la région du Bas-Ogooué, sur une zone forestière de 725.000 ha.

Enfin, un troisième inventaire a été fait sur une

superficie de 100.000 ha située à l'intérieur et au voisinage du périmètre mis en réserve par le Gouvernement du Gabon, pour satisfaire aux besoins de l'usine de cellulose projetée dans la région de Kango.

Au Congo, on a réalisé deux inventaires, l'un de 500.000 ha environ dans la région d'Ouessou et l'autre de 600.000 ha dans la région de Sibiti-Zanaga. Ce dernier a été réalisé dans le cadre d'une opération plus vaste de mise en valeur de cette zone, qui est menée en collaboration avec la société tchécoslovaque POLYTECHNA et qui comprend, outre l'inventaire, l'étude des conditions d'exploitation et de transport, la possibilité d'installation d'industries forestières, l'aménagement et la planification.

Au Cameroun, après avoir réalisé trois inventaires dans le Sud-Est du pays, le Bureau d'Etudes a commencé cette année l'inventaire des ressources forestières de la Province du Sud-Ouest (Cameroun ex-britannique), sur une surface de 300.000 ha environ.

Au Togo, la F. A. O. a confié au C. T. F. T. la réalisation de l'inventaire des forêts naturelles.

En Côte-d'Ivoire, après avoir fait en 1966-67 l'inventaire global des ressources en bois d'œuvre, le Bureau d'Etudes vient de terminer un inventaire papetier dans le Sud-Ouest du pays, dans le but de préciser les possibilités d'approvisionnement en bois de la future usine de pâte de San Pedro.

Au Niger, le Bureau d'Etudes a effectué l'inventaire de la rônieraie du Dallol Maouri, sur une surface de 60.000 ha environ.

Au Sénégal, la F. A. O. a confié au C. T. F. T. l'inventaire des ressources forestières de Casamance qui sera exécuté, cette année, en collaboration avec le Bureau d'Etudes espagnol O. T. I.

Enfin, au Panama, le C. T. F. T. a fait, pour le compte de la F. A. O., un inventaire des ressources forestières comprenant une reconnaissance générale et l'inventaire détaillé de la région d'Azuero.

D'autre part, l'Association Forêt-Cellulose a confié au C. T. F. T. l'inventaire des ressources en bois de pâte dans 50 départements français, c'est-à-dire sur la moitié environ du territoire métropolitain.



Photo Bertrand.

Stock de lattes de Ronier sur la place de Niamey (bord du fleuve).

Façonnage d'une latte.

Photo Bertrand



Deux autres inventaires sont actuellement en préparation, un en Guyane et l'autre en Nouvelle-Calédonie.

2° *Exploitation et transport des bois.*

Des études concernant l'exploitation forestière ont été faites au Gabon et au Congo dans le cadre de projets d'aménagement, au Gabon pour l'étude générale demandée par la Société gabonaise de Cellulose (SOGACEL). Ce dernier projet comporte également l'étude du prix de revient du bois rendu à l'usine.

Au Cameroun, le C. T. F. T. a étudié le problème du transport des bois jusqu'aux principaux ports d'exportation. Au Gabon, il a été étudié la création d'un port à bois à Owendo.

En outre, la Division des Exploitations a effectué des études sur la possibilités d'exploitation des palétuviers au Venezuela et en Guyane.

3° *Sylviculture et reboisement.*

Le Bureau d'Etudes a effectué, en collaboration avec l'Institut français de recherches fruitières outre-mer I. F. A. C., une étude sur les plantations d'anacardiens en Afrique francophone de l'Ouest et leurs possibilités de développement, dans le but de créer une ou plusieurs usines de traitement des noix de cajou.

Une étude a été faite, au cours de ces dernières années, sur la sylviculture du teck au Dahomey.

Dans les trois pays où existent des projets de construction d'usine de pâte à papier, Gabon, Cameroun et Côte-d'Ivoire, on a réalisé des plantations expérimentales d'essences à croissance rapide, eucalyptus et pins essentiellement, dans le but d'assurer l'approvisionnement en bois de la future usine après exploitation de la forêt naturelle.

Des études ont été faites à Madagascar sur les plantations de pins de Vakinankaratra et du Mangoro et on a réalisé, au Niger, des plantations expérimentales d'eucalyptus dans l'Ader-Doutchi-Maggia.

4° *Economie forestière et législation.*

Les dernières études générales, dans ce domaine, concernent le Conditionnement des bois du Sud-Est asiatique et son application aux pays d'Afrique francophone et l'Utilisation de la forêt tropicale africaine.

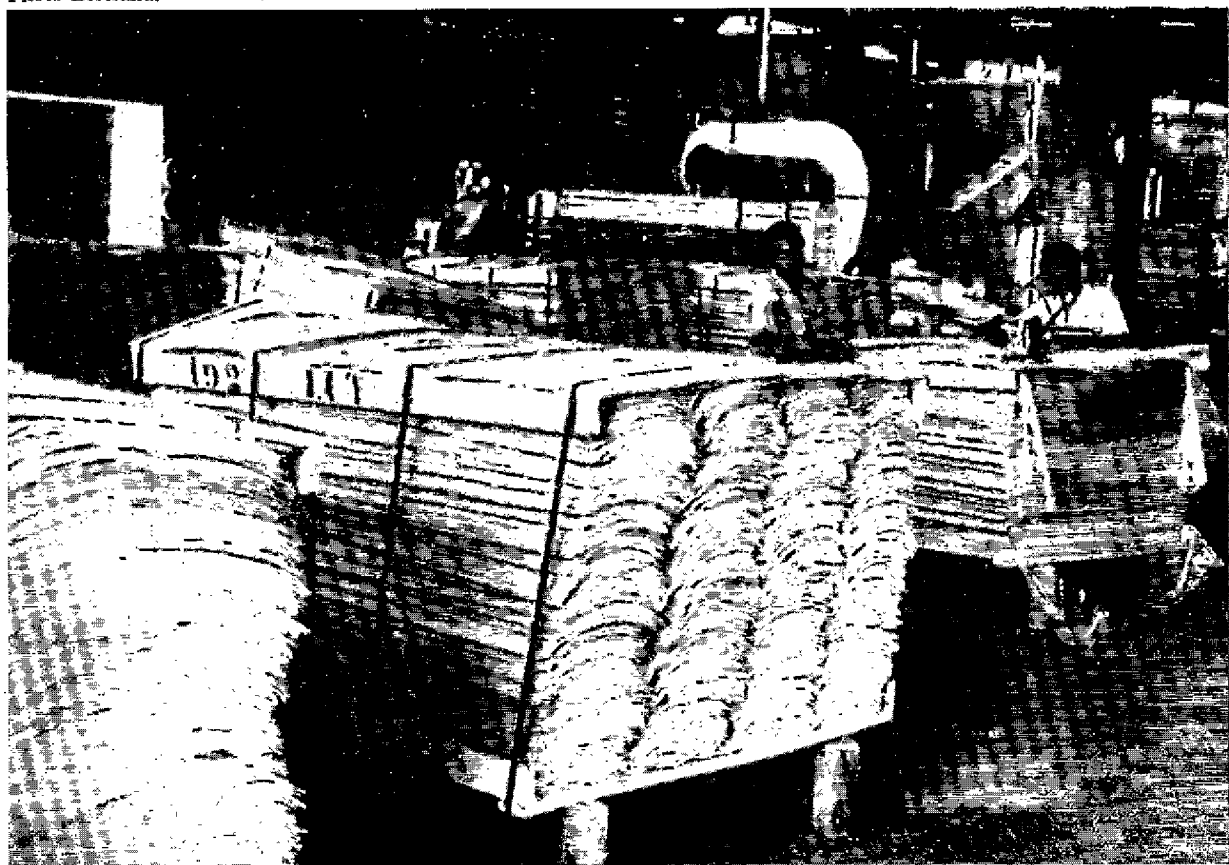
Des études d'économie forestière et de législation ont été faites au Gabon et au Congo, dans le cadre des projets d'aménagement.

5° *Essais et emplois des bois. Industries forestières.*

Des essais complets ont été faits ces dernières années sur les bois de Guyane, où l'on a fait également l'étude critique des scieries locales.

Photo Bertrand.

Au Gabon, emballage de placages secs prêts à l'exportation.



Des études de carbonisation et des essais de charbon de bois pour l'industrie ont été effectués au Congo, au Gabon, au Surinam et au Brésil (carbonisation des bois d'Amazonie).

L'aide du C. T. F. T. a été demandée pour la construction, l'équipement et l'installation d'un Centre de Technologie du bois à Rabat (Maroc).

Une étude, financée par la Délégation générale à la Recherche Scientifique et technique (D. G. R. S. T.), concerne l'analyse multidimensionnelle des caractéristiques technologiques des bois.

Enfin, la Commission des Communautés européennes vient de confier au C. T. F. T. une action de promotion de vente, dans les pays d'Europe, de certaines essences africaines encore insuffisamment commercialisées.

En outre, les essais papetiers ont pris, depuis quelques années, une importance particulière, en raison du nombre croissant des projets d'installation d'usines de pâte cellulosique dans les pays tropicaux.

Des essais complets ont été effectués pour le Gabon, le Cameroun et la Côte-d'Ivoire et, à une moindre échelle, pour le Mozambique et les Philippines (à partir du chanvre de Manille).

Des études générales sur les possibilités de transformation des produits forestiers et la création d'industries du bois sont en cours en Angola, au Pérou, au Venezuela et en Guyane.

6° Défense et restauration des sols.

Les études concernant la conservation des sols se poursuivent à Madagascar où ont été réalisés ces dernières années :

- l'étude du ruissellement, de l'érosion et du bilan de l'eau dans la région de Befandriana ;

- la mise en place des dispositifs de mesure du ruissellement et de l'érosion (installation des parcelles élémentaires sous divers couverts végétaux) ;

- la mise en place des dispositifs de mesure sur une retenue existante ;

- la réalisation et le dépouillement des mesures ;

- l'aménagement des terrains de culture du village de Marolafa situé en zone forestière, près de Périnet, en fonction de la vocation naturelle des terres ;

- l'étude des aménagements antiérosifs à mettre en œuvre, en vue de la mise en valeur du périmètre d'Anjiajia.



7° Pêche et pisciculture.

Dans le domaine de la pêche, l'action menée depuis 5 ans sur le lac Tchad se termine. Mais d'autres actions analogues se développent, en particulier en Côte-d'Ivoire (barrage de Kossou) et au Zaïre, sur le fleuve Congo et sur les lacs Léopold II et Tumba.

La formation des pêcheurs porte essentiellement sur les problèmes concernant :

- les engins de pêche : fabrication, montage, emploi ;

- les embarcations et moteurs : emploi rationnel, entretien, réparations ;

- la transformation du poisson : salage, fumage, éventuellement congélation.

Au Sénégal, on a étudié les incidences sur la pêche de l'aménagement hydro-agricole de la vallée du fleuve.

On peut signaler au Tchad une étude sur l'élevage des crocodiles.

Enfin au Venezuela, une opération importante a débuté cette année concernant le développement de la pisciculture.

8° Formation professionnelle.

La F. A. O. a confié au C. T. F. T., en 1967, la création et le fonctionnement d'un Centre forestier de Formation professionnelle et de Démonstration à Mossendjo (République populaire du Congo). Le Centre est destiné à :

- former des cadres en matière d'exploitation forestière, de scieries et de petites industries du bois ;

- démontrer et promouvoir l'application des méthodes et des techniques les mieux adaptées aux forêts et aux bois du pays.

L'activité de ce Centre, qui devait se terminer en 1972, a été prolongée de 3 ans.

Le Bureau d'Etudes a procédé également, au

Congo, à la formation d'ouvriers charbonniers, spécialisés dans la construction de fours et dans les méthodes de carbonisation, en vue de créer un débouché accessoire aux plantations d'eucalyptus.

En outre, il existe à Bouaké, en Côte-d'Ivoire, un Centre de formation en matière de pêche continentale, qui fonctionne depuis 5 ans, et la F. A. O. a confié au C. T. F. T. la création et le fonctionnement d'un Centre de perfectionnement et de recherches pour la pisciculture en Afrique centrale, dont le siège est à Bangui.

Dans les numéros suivants de la revue, nous tiendrons nos lecteurs au courant des nouvelles activités du Bureau des Etudes techniques, qui s'étendent de plus en plus dans tous les pays de la zone tropicale.

Crocodile.

Photo Lefrançois.

